

Arguments pour la lutte sociale n° 24 du 8 décembre 2015

Nous entrons dans la zone des turbulences

Le véritable fait nouveau du scrutin du 6 décembre.

Bien que tous les commentateurs et hommes politiques présentent cela comme un grand choc, les résultats du premier tour des élections régionales sont, sauf sur un point, ceux qui étaient attendus, prévisibles. Marine Le Pen au premier tour de la présidentielle de 2012 avait fait 6.421.426 voix, soit 13,94% des inscrits, et le FN dimanche dernier a fait 6.018.775 voix, soit 13,29% des inscrits.

Mais son pourcentage par rapport aux suffrages exprimés monte à 27,88% pour 17,9% en 2012. Ce n'est pas «la faute aux abstentionnistes», mais la faute aux chefs politiques de gauche et de droite qui font la même politique, celle du capital. Le fait politique de ce premier tour du 6 décembre 2015 qui constitue véritablement un événement, celui qui n'était pas «programmé», c'est que le FN passe devant LR, «Les Républicains», le parti historique de la V^e République, ancienne UMP, ancien RPR, etc., y compris avec l'UDI et le Modem formant avec lui ce qu'il est convenu d'appeler la «droite traditionnelle»: 26,89% des inscrits (un résultat auquel contribuent aussi les listes de Dupont-Aignan).

Même avant les crimes de masse de Daesh le 13 novembre, on pouvait s'attendre à ce que le FN soit en mesure de «prendre» les régions Nord-Pas-de-Calais et Provence-Alpes-Côte d'Azur. De la part de Hollande et de Valls, on était dans le calcul cynique consistant à utiliser le FN comme moyen de chantage contre ce qui reste de l'électorat de gauche tout en poursuivant jusqu'au bout leur politique antisociale et antidémocratique: casse du Code du Travail, allongement de l'âge de la retraite, travail le dimanche, précarité et Contrats à Durée Déterminée généralisés, réforme du collège, réforme hospitalière, réforme territoriale ... tout cela jusqu'en 2017, pour remettre à ce moment là le pouvoir à LR, flanqué du FN - mais seulement flanqué.

Toutefois, la possibilité pour le FN de conquérir ces deux Régions et d'autres encore se cumule avec une situation de «premier parti de France» sur un plan formellement électoral, avec son passage devant la «droite traditionnelle», cette réalité chiffrée étant sous-tendue par une dynamique massive et visible, celle du passage global de l'électorat de droite au FN, qui est engagé.

Le Front National.

Ce fait politique là accélère la crise du régime et n'était pas, lui, souhaité par les sommets du capital et de l'État, ainsi que le MEDEF l'avait fait savoir en dénonçant le vote FN en des termes risibles, le présentant de facto comme le dernier parti de gauche de France, qui serait susceptible d'augmenter les salaires et de ramener l'âge de la retraite à 60 ans. Ce qui gêne réellement le MEDEF, c'est bien sûr le programme anti-euro du FN, qui joue beaucoup pour son électorat

populaire. Et c'est la conviction qu'au delà de l'incompétence technique de bien de ses élus, sa victoire serait porteuse de troubles sociaux.

Il convient en effet de bien comprendre que la montée du FN, phénomène dangereux, n'est pas une vague fasciste analogue aux toujours citées «années trente». Le FN est bien une véritable institution de la V^e République.

On ne rappellera jamais assez que lors du coup d'État fondateur de ce régime, le putsch du 13 mai 1958 à Alger, Le Pen père conduisait la petite manif de soutien aux putschistes sur les Champs Élysées. Le régime bonapartiste de la V^e République, concentrant les pouvoirs dans l'arbitraire présidentiel, étatique et préfectoral, est toujours resté inachevé, car il n'est pas parvenu à casser le salariat organisé et à intégrer les syndicats à l'État, même s'il a fait beaucoup de dégâts. Une manifestation de cet inachèvement, dès ses débuts avec l'OAS (Organisation de l'Armée Secrète, formée pour l'«Algérie française»), était la présence d'une extrême droite permettant à l'exécutif de se présenter en arbitre.

Sans disparaître totalement ce phénomène a fléchi dans la période 1968-1981 et est réapparu massivement sous la forme du FN sous Mitterrand. La déception profonde engendrée par la politique capitaliste de «la gauche au pouvoir» et l'importance croissante de la question européenne comme déni de démocratie et de souveraineté populaire, ont fait du FN une donnée permanente, à laquelle on s'est habituée. Sa «montée» toute relative est l'expression du déclin et de la décomposition des autres forces politiques.

Cela dit, dire qu'il ne s'agit pas du fascisme au sens où il y aurait des groupes organisés pour écraser le mouvement ouvrier et les libertés par la force, ne signifie ni que le FN ne soit pas dangereux, ni qu'il ne repose pas, dans ses origines, dans les projets de ses principaux courants, et dans les pulsions contenues des patrons, des racistes et des fonctionnaires d'autorité qui attendent leur heure avec sa venue au pouvoir, sur des composantes fascistes ouvertement ou potentiellement.

Une fuite en avant bonapartiste.

Que s'est-il passé qui a modifié d'un chouïa, mais un chouïa décisif, transformant la quantité en qualité, le résultat que M.M. Hollande et Valls avaient en fait calculé pour pouvoir l'utiliser afin de continuer leur politique antisociale jusqu'en 2017? Bien sûr, les crimes de masse de Daesh du 13 novembre, et plus précisément la réaction de Hollande et de Valls.

Car à partir du moment où était exclue une réaction faisant la guerre à Daesh par les seuls moyens qui peuvent vaincre, les moyens démocratiques, qui supposent une politique étrangère démocratique et non une politique impérialiste faite d'alliances avec les régimes saoudien, turc, qatari, et maintenant de main tendue à Poutine et de rapprochement tacite avec Bachar el Assad, et une telle réaction était exclue par les choix, par la nature politique de Hollande et de Valls; alors il ne restait qu'une seule possibilité: appeler «guerre contre le terrorisme» une série de gesticulations impérialistes totalement inefficaces par rapport à Daesh, à l'extérieur, et une fuite en avant autoritaire, bonapartiste, policière, réactionnaire sur toute la ligne, à l'intérieur.

Tel est «l'état d'urgence», dirigé non contre Daesh, mais contre les libertés publiques, démocratiques, individuelles, politiques et syndicales. État d'urgence qui fut immédiatement corrélé avec le projet de modifier la constitution de la V^e

République, semble-t-il sur proposition du ministre Cazeneuve, point qui est d'une extrême importance politique. Hollande et Valls reprennent en effet ici à leur compte le projet de rétablir pleinement la V^e République dans son autoritarisme, et en somme d'en achever l'édification. C'est ce sur quoi Sarkozy avec son «hyper-présidence» avait échoué, et que la faiblesse politique et l'impopularité de Hollande semblaient avoir rendu impossible pour lui.

Mais le choc créé par Daesh l'a engagé, immédiatement, dans cette tentative, véritable fuite en avant, laquelle est en parfaite cohérence avec l'ensemble de mesures réactionnaires prises dans tous les domaines de la vie sociale, particulièrement avec l'offensive contre le Code du travail et, dans la fonction publique, contre toute liberté de négociation salariale avec le protocole «PPCR» (Parcours Professionnels, Carrières et Rémunérations), promulgué autoritairement par Valls fin septembre.

Modifier la constitution dans un sens renforçant l'exécutif au détriment du législatif et du judiciaire, et plus fondamentalement à l'encontre des libertés publiques, tel était le maillon manquant que Hollande n'avait pas encore les moyens politiques de saisir. Dés qu'il fut au courant des crimes de masse de Daesh Hollande l'a saisi.

Cela risque de ne pas marcher ...

Tout laisse à penser qu'il risque d'échouer, car la masse de la population ne souhaite pas entrer dans un état d'urgence permanent. Les nombreuses grèves locales n'ont pas diminué. La veille du premier tour des Régionales, 2000 personnes manifestaient à Montluçon contre le projet de supprimer 40 postes à l'Hôpital public. A Vannes, 200 personnes manifestaient pour le maintien du collège public Montaigne. Le lundi précédent, personnels et élèves d'un collège et d'un lycée de la région parisienne se mettaient en grève en apprenant que des professeurs avaient été arrêtés la veille à Paris lors des provocations et agressions organisées par la préfecture contre une manifestation concernant la COP 21, au nom de l'état d'urgence.

Les rapports sociaux fondamentaux ne veulent pas se laisser briser par Daesh et l'état d'urgence. Et de nouveaux attentats, en soulignant l'inutilité de l'état d'urgence, des manifestations et rassemblements interdits, n'apporteraient pas forcément de l'eau au moulin de la fuite en avant autoritaire du pouvoir exécutif.

Pourquoi Sarkozy est particulièrement énervé.

Mais même s'ils n'ont pas les moyens de briser le salariat, Hollande et Valls ont bel et bien commencé la grande fuite en avant. Avec comme première conséquence sur les forces politiques existantes une remontée de leur côte de popularité dans les sondages auprès de l'électorat de droite. Comme s'ils essayaient maintenant de couper définitivement tout recourt à la base sociale et électorale qui les avait élus contre Sarkozy en 2012.

A l'état d'urgence, à l'annonce d'une réforme autoritariste de la constitution de la V^e République, ils ajoutèrent rapidement aussi cet énorme choix politique au plan du droit: la décision de mettre en cause la nationalité française des binationaux, y compris natifs, un précédent juridique qui, justement, n'a pas

d'autre antécédent que les mesures rétroactives de Pétain en 1940 à l'encontre des citoyens réputés juifs, et qui provient du programme du FN.

L'extrême énervement de Sarkozy depuis le 14 novembre, son incitation à ses fidèles parmi les députés de faire du barouf à l'Assemblée le 17 novembre, qui fut jugée «indigne» de l'«union nationale» nécessaire, s'explique par le fait qu'il a compris tout de suite, lui, qu'il allait être le dindon de la farce, que même si Hollande et Valls ne parviendront probablement pas, in fine, à enfiler les bottes de Mongénéral et de Monmaréchal, ils sont en train dans les faits, de par la logique inévitable de leur politique, de rétrécir son espace et celui de LR, avant tout au profit du FN.

Du coup, l'aboutissant final du quinquennat Hollande, hors explosion sociale et affrontement social central qui le défasse avant 2017, qui était jusque là: remettre à LR flanqué du FN les exécutifs régionaux puis l'exécutif national, se transforme en autre chose: le fiasco de la fuite en avant autoritaire qui conduirait à remettre certains exécutifs régionaux et, au final, l'exécutif national, au FN.

Cette réalité a éclaté au grand jour dimanche soir 6 décembre et c'est en cela qu'il y a eu un «choc».

Hollande et Valls devant l'histoire ...

Mesurons bien la responsabilité (ou l'effarante irresponsabilité ...) de M.M. Hollande et Valls, dont on peut d'ores et déjà dire qu'ils resteront dans l'histoire politique et institutionnelle de ce pays comme l'un des plus grands duo incendiaire qu'elle ait connu: ils font tout en sorte, dans les faits, de remettre au FN une V^e République renforcée, avec l'état d'urgence et la cassure de l'égalité civique fondamentale selon que vous êtes ou non binational, distinguant donc des citoyens «étrangers» et des citoyens «de souche».

Et ce n'est pas tout: par la réforme territoriale, ils ont aussi conféré un pouvoir inédit aux présidents de Régions, le pouvoir réglementaire, faisant des présidents de Région les détenteurs d'une parcelle du pouvoir exécutif de la V^e République. Ce point, passé sous silence par la quasi-totalité des forces politiques et absents d'une campagne où pratiquement toutes ont accepté par avance de mettre en place cette dangereuse réforme en essayant d'en tirer profit, a sans aucun doute été d'ores et déjà apprécié à sa juste valeur par Mesdames Le Pen et M. Philippot. Merci qui?

L'alternative, c'est l'affrontement.

Au niveau de l'électorat de gauche, les conséquences de cette politique n'ont pas été profondément infléchies par le 13 novembre et ses suites. La base électorale du PS dans sa masse est ulcérée, révoltée, et hésite même à sauver les meubles devant le FN au second tour: les choses en sont là. Cette déconfiture affecte aussi les partis de l'ancien Front de Gauche, qui, dans la mesure où ils ont échoué à représenter une alternative politique (ce qui était possible juste après les présidentielles mais fut rapidement gâché) sont totalement associés à la déconfiture du PS.

Il n'y a donc pas d'«alternative politique à gauche», seul le FN étant en mesure de prétendre être une alternative, même si c'est faux.

Le paradoxe immensément important de cette situation est toutefois le suivant: en tant que corps social, l'ancien électorat de gauche, qui majoritairement ne vote plus, n'est pas battu et reste disposé à lutter, sur le terrain qui reste une fois exclu le terrain électoral: le terrain social, où il retrouvera et entraînera d'ailleurs des couches plus larges que lui, y compris bien entendu des électeurs du FN. En même temps l'absence de perspective politique pèse sur la possibilité d'une lutte sociale d'ensemble se généralisant et se centralisant. Néanmoins, un tel affrontement est latent, car c'est en fait de lui que dépend l'issue politique d'ici 2017 ...

Le summum ...

L'ensemble de ces données, au plan électoral: naufrage de la gauche politique, vampirisation de la droite par le FN, conduit à mettre le FN au pouvoir. Confronté à la casse qu'ils ont eux-mêmes commis, Hollande et Valls (Hollande en posture de «président de la COP21» envoyant Valls en première ligne) ont encore aggravé la situation, sans délais: découvrant qu'il conviendrait, non pas tant de faire barrage au FN que de sauver LR, Valls a ordonné au PS de se dissoudre au profit de LR dans le Nord-pas-de-Calais et en PACA, ainsi qu'en Alsace-Lorraine-Champagne, ouvrant une crise majeure dans le PS, désormais en phase de destruction finale:

1°) en tant que parti issu du mouvement ouvrier promettant et mettant en œuvre des réformes sociales dans la mesure du possible, mais dont les chefs se sont mis à faire le contraire, des contre-réformes, depuis déjà longtemps,

2°) en tant que parti d'élus parlementaires et municipaux, aspirant à leur réélection,

3°) en tant que parti de gestionnaires et de clientèles d'exécutifs de grandes villes, de Régions et de départements, confrontés à un «plan social» massif de licenciements par la réforme territoriale et les effets électoraux de la politique de Hollande et Valls.

Le summum est atteint avec ce qui s'avère être le grand combat de Valls et de Cambadélis en ces 7 et 8 décembre 2015: non pas barrer la route au FN qu'ils lui ont ouverte tant et plus, mais fusiller le soldat Masseret, que sa volonté de se maintenir fait, de fait, le symbole d'une résistance possible à l'effondrement ...

Le point où nous en sommes.

Dans ces conditions politiques, la possibilité pour le FN de s'emparer d'exécutifs régionaux dimanche prochain précipitera la crise politique. Avant même 2017, la pagaille et le fiasco déclenchés par la politique d'union nationale et d'état d'urgence feront entrer le pays dans une zone de turbulences. Les militants qui réfléchissent, avec des repères rationnels de classe, envisageant les choses du point de vue de la lutte des classes, et en faveur de la liberté et de la démocratie, ne doivent pas aborder la zone des turbulences et des rapides avec le peur du fascisme au ventre.

Une vague de grèves pour l'emploi comme en Bretagne fin 2013, reprise de la levée en masse des profs contre la réforme du collège, ou encore affrontement des personnels territoriaux des départements du Nord du pays avec une éventuelle nouvelle présidente de Région qui a dit vouloir les virer en masse, alors qu'à Lille

les pompiers ont manifesté en masse à plusieurs reprises, jusque dernièrement sous l'état d'urgence et malgré lui, bref le premier conflit social sérieux, avec une portée politique centrale, verra venir ou revenir à la lutte sociale des milliers de gens dont des électeurs FN. L'affrontement social, pour les salaires, les retraites et l'emploi, contre toutes les contre-réformes en cours, pour sauver ce qui reste de la civilisation du code du travail, du service public et de la Sécurité sociale, et ainsi redonner un avenir aux enfants; l'affrontement social est porteur de l'issue politique. La crise du régime entrant dans la phase des turbulences est grosse d'une dictature néo-bonapartiste éventuellement confiée au FN, à un pôle, et de la République sociale souveraine, démocratique, laïque, ouverte à l'union libre avec les peuples d'Europe et de Méditerranée à l'autre pôle.

Rien n'est joué. La question n'est pas de sauver la gauche, mais de construire l'issue démocratique. A cet égard, l'opposition démocratique à l'état d'urgence est le premier des leviers politiques pour ouvrir la voie à la contre-offensive. La pétition lancée par les «333» approche les 8000 signatures moins d'une semaine après son lancement. Le combat pour la liberté, c'est la brèche pour le combat social.